

*Les subsides*

maintes reprises qu'il nous faut au moins 210,000 mises en chantier comme objectif minimal. De ce côté-ci de la Chambre nous estimons qu'un objectif de 250,000 mises en chantier serait plus logique pour un gouvernement qui se soucie vraiment du logement et qui est prêt à lui accorder une certaine priorité.

● (1210)

Cette baisse marquée de la construction de logements est déjà grave pour les Canadiens intéressés à s'acheter une maison et qui maintenant font face à la perspective de ne pouvoir le faire aux prix excessifs actuels. Mais elle entraîne des répercussions économiques encore plus étendues. L'emploi dans l'industrie de la construction est déjà de 20 p. 100 inférieur à ce qu'il était il y a un an, et nous savons tous qu'un ralentissement dans cette industrie se répercute forcément sur les autres secteurs de l'économie y compris sur les fournisseurs d'ameublement et de matériaux de construction. De fait, il devrait être évident même pour le gouvernement que le logement est un domaine où nous pourrions envisager des programmes expansionnistes sans craindre de déclencher de nouvelles pressions inflationnistes.

Le ralentissement dans cette industrie est assez marqué pour qu'une reprise n'accentue pas l'inflation. Ce serait une solution au problème croissant du chômage ainsi qu'aux besoins fondamentaux des Canadiens en matière d'habitation. Mais au point où les choses en sont actuellement, le manque d'initiative de la part des gouvernements pour stimuler l'industrie canadienne de l'habitation aggraverait l'inflation au pays. J'insiste là-dessus auprès du ministre car il sait fort bien, j'en suis convaincue, que les spécialistes de l'immeuble nous disent qu'à moins d'un accroissement immédiat des mises en chantier, nous verrons sûrement une nouvelle escalade des prix avant la fin de l'année. A moins que la situation ne s'améliore, on dit que sur certains marchés les prix augmentent d'au moins 15 p. 100 d'ici un an. Quelle triste perspective pour un pays où le prix de l'habitation est déjà bien trop élevé pour des milliers de citoyens.

En fait, le prix des logements aura une double incidence sur l'inflation. Non seulement le prix des logements augmentera-t-il, mais les salariés seront de plus en plus contraints d'exiger des hausses plus considérables pour faire face aux dépenses de plus en plus lourdes qu'entraîne ce poste, le plus important du budget familial. Ainsi, l'incidence sur l'inflation sera double. Ne serait-ce que pour cette raison, indépendamment de la question de savoir si le ministre des Finances (M. Turner) se soucie de fournir aux Canadiens les logements dont ils ont besoin, il y a lieu de se demander si celui-ci témoignera à l'avenir plus d'intérêt à ce problème qu'il ne l'a fait jusqu'ici.

Un autre aspect du problème du logement à l'heure actuelle en est le coût. Le prix d'à peu près tous les éléments liés à la construction domiciliaire a augmenté, qu'il s'agisse du terrain, de la viabilisation ou de la construction. Mais ce qui empêche surtout un si grand nombre de Canadiens de devenir propriétaires, c'est qu'il en coûte vraiment beaucoup trop pour financer une hypothèque. S'il est un aspect troublant de la situation actuelle, c'est que les taux d'intérêt sur les prêts hypothécaires, au lieu de diminuer, se sont remis à augmenter. Après être tombés à 10 ¼ p. 100 environ, voilà qu'ils sont remontés à plus de 11 p. 100 et, selon certaines prévisions, ils pourraient bien atteindre 11 ½, voire 12 p. 100, d'ici la fin de l'année.

De telles hausses ont évidemment pour conséquence d'augmenter encore davantage les mensualités de l'ache-

teur éventuel, à telle enseigne qu'un grand nombre de Canadiens n'envisagent même plus la possibilité de s'acheter une maison, même s'ils sont disposés à consacrer au logement au moins 30 p. 100 de leur revenu. Voilà une situation pénible par les temps qui courent.

C'est donc dire que dans la pratique, par suite de la hausse des taux hypothécaires, les Canadiens se voient contraints de supporter, au titre du logement, une partie de la charge financière résultant des difficultés du gouvernement à équilibrer sa balance des paiements internationaux. Quand on songe que le déficit actuel pourrait bien atteindre 5 milliards de dollars cette année, le gouvernement est obligé de maintenir les taux d'intérêt à un niveau élevé, afin d'attirer des capitaux étrangers à court terme. On peut encore se demander si c'est le bon procédé à employer au regard de la balance des paiements, mais on peut être certain que toute cette politique de taux d'intérêt élevés est désastreuse en ce qui concerne les logements dont les Canadiens ont besoin.

Comme je l'ai déjà fait remarquer, les taux élevés d'intérêt hypothécaire empêchent bien des Canadiens d'acquérir une maison, et il suffit de s'entretenir avec des entrepreneurs en bâtiment pour se rendre compte que les taux hypothécaires constituent le seul obstacle important à la construction domiciliaire dans notre pays. Les entrepreneurs en bâtiment hésitent tout simplement à mettre de nouvelles unités d'habitation sur le marché tant que les acheteurs éventuels auront à payer des taux d'intérêt aussi élevés que 11 p. 100 et plus, et, pourrais-je ajouter, tant que nous aurons à Ottawa un gouvernement à qui l'industrie du bâtiment, de même que tant d'autres Canadiens, ne font aucunement confiance pour lutter contre l'inflation.

Étant donné l'importance fondamentale du logement pour les Canadiens et l'économie canadienne, et étant donné l'ampleur des problèmes qui assaillent actuellement le pays, c'est certainement un euphémisme caractérisé de dire que la réaction du gouvernement actuel à la crise du logement laisse à désirer. En effet, non seulement le gouvernement ne reconnaît-il même pas l'urgence du problème, mais il fait fausse route. Et en ce qui concerne le logement, le gouvernement actuel n'est simplement pas intervenu.

Nous avons déjà signalé à plusieurs reprises l'insuffisance du budget d'investissements de la SCHL. La hausse que nous y avons observée d'année en année a à peine suffi à contrebalancer les coûts de l'inflation, et pourtant, le reste du programme fédéral de dépense—il suffit d'y jeter un coup d'œil—continue à augmenter à une allure folle. C'est bien là la priorité qu'accordent au logement l'actuel ministre des Finances et le gouvernement. Il suffit de comparer les dépenses consacrées au logement avec celles des autres secteurs pour voir comme le logement figure très bas, en fait, sur la liste des priorités.

Nous avons vu ces derniers jours encore un autre indice du peu d'importance qu'attache le gouvernement à la question globale du logement. Le ministre d'État chargé des Affaires urbaines (M. Danson) a invité ses homologues provinciaux à venir examiner mercredi de cette semaine à Ottawa d'autres initiatives en matière de logement, en prévision sans doute d'un nouveau budget. Il les a même priés d'apporter avec eux les prévisions révisées de dépenses de leur budget provincial consacré au logement. Mais à la dernière minute, sans réellement donner d'explication, le ministre a annulé la réunion. Pourquoi? Le ministre d'État chargé des Affaires urbaines s'est-il fait rembarquer à nouveau par son collègue, le ministre des Finances? Le logement a-t-il été relégué au second plan encore une fois